ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

Coordination

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Président de la Chambre des Représentants, le 29 avril 1986, d'une demande d'avis sur une proposition de loi "modifiant la loi du 16 mars 1865 qui institue une Caisse générale d'épargne et de retraite, en vue de doter d'institutions financières propres les entités visées à l'article 3, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles", a donné le 26 novembre 1986 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 29 april 1986 door de Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers verzocht hem van advies te dienen over een voorstel van wet "tot wijziging van de wet van 16 maart 1865 houdende oprichting van een algemene spaar- en lijfrentekas, teneinde aan de in het tweede lid van artikel 3 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen bedoelde deelgebieden eigen financiële instellingen te verschaffen", heeft op 26 november 1986 het volgend advies gegeven :

L'OBJET DE LA PROPOSITION.

Selon l'intitulé du document dont ils ont saisi la Chambre des Représentants, MM. DE BEUL, SCHILTZ et VANSTEENSKISTE ont déposé une proposition de loi modifiant la loi du 16 mars 1865 qui institue une Caisse générale d'épargne et de retraite, en vue de doter les Régions (1) d'institutions financières propres (Doc. Ch., sess. 1985-1986, n° 422/1).

---------- .../...

(1) Les termes exacts de l'intitulé sont les suivants : "les entités visées à l'article 3, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles". Dans les développements de la proposition, les auteurs justifient la formule qu'ils ont choisie par le souci "d'éviter qu'il ne soit pas tenu compte de cet alinéa en cas d'application de l'article 6, § 1er, VI, 3°, de la même loi" (page 2). Cette crainte est dénuée de fondement puisque aux termes de l'article 1er, § 1er, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 août 1980, le Conseil flamand et l'Exécutif flamand exercent dans la Région flamande les compétences des organes régionaux pour les matières visées à l'article 107quater de la Constitution et dans les conditions et selon les modes déterminés par la loi spéciale. Au surplus, cette crainte conduit à l'emploi d'une terminologie compliquée, qui nuit à la clarté du texte.

Selon l'analyse des dispositions de la proposition, celle-ci a pour principal objet de supprimer "l'ensemble des activités bancaires" de la Caisse d'épargne. En effet, abstraction faite d'une imperfection dans sa rédaction (1), l'article 1er, § 1er, de la proposition tend à remplacer l'article 2 de la loi du 16 mars 1865 instituant une Caisse générale et de retraite, actuellement établi par l'arrêté royal n° 1 du 24 décembre 1980, par le texte nouveau suivant :

> "La Caisse générale comprend l'ensemble constitué par les Caisses de retraite, d'assurances, et de rentes-accidents du travail, qui exercent les activités de prévoyance et d'assurance conformément aux chapitres III et IV ainsi qu'aux lois particulières ayant cet objet".

Comme l'expliquent clairement les développements de la proposition, celle-ci tend à supprimer toutes les activités bancaires de la Caisse générale d'épargne et de retraite pour que ces activités soient transférées à des institutions financières propres aux Régions, lesquelles ne viendront pas s'ajouter aux institutions nationales mais les remplaceront.

Bien que l'intitulé de la proposition ne cite pas le Crédit communal , plusieurs articles visent cette seconde institution (articles 2 à 4). Il va de soi que ce second objet de la proposition ne peut être perdu de vue.

.../...

(1) L'article 1er, § 1er, seconde partie, tend simplement à supprimer le chiffre "2°" et non évidemment la disposition introduite par ce "2°".

CONSIDERATIONS GENERALES.

A. La profonde réforme des institutions politiques de la Belgique, qui consiste dans le transfert par l'Etat d'une partie de ses compétences aux collectivités nouvelles dotées d'une autonomie particulièrement large que sont les Communautés et les Régions, ne vise pas que les compétences appartenant à l'Etat au sens strict, c'est-à-dire à la personne juridique "Etat". En effet, à une époque où beaucoup de missions de caractère public ne sont pas exercées par l'Etat lui-même, mais par des services publics ayant une personnalité juridique propre - généralement dénommés aujourd'hui organismes d'intérêt public -, la réforme entreprise n'aurait pas son ampleur normale au point de vue logique et au point de vue pratique si elle n'avait pas également tendu au transfert de missions d'organismes d'intérêt public nationaux soit aux Communautés et aux Régions, soit à des "établissements ou entreprises" créés par les Communautés ou les Régions.

Tout au long de la préparation et de l'élaboration de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980,

.../...

le législateur a eu nettement conscience de la considération fondamentale présentée d'emblée ci-dessus (1).

C'est pourquoi il a inséré dans ladite loi spéciale les articles 8 et 9, dont la portée apparaît clairement à la lecture de leur texte :

"Article 8. Les compétences des Conseils dans les matières énumérées aux articles 4, 5, 6 et 7 comprennent le pouvoir d'adopter les dispositions et autres mesures relatives à l'infrastructure, nécessaire à l'exercice de ces compétences.

Article 9. Le décret règle la création et l'organisation d'établissements et d'entreprises dans le cadre des compétences attribuées aux Communautés et aux Régions.

Le décret peut leur accorder la personnalité juridique".

.../...

(1) Voir déjà :

- la loi du 3 juillet 1971 relative à la répartition des membres des Chambres législatives en groupes linguistiques et portant diverses dispositions relatives aux conseils culturels pour la communauté culturelle française et pour la communauté culturelle néerlandaise, article 22;
- la loi du 21 juillet 1971 relative à la compétence et au fonctionnement des conseils culturels pour la communauté culturelle française et pour la communauté culturelle néerlandaise, article 2, alinéa 2;
- le projet de loi du 11 juillet 1978 portant diverses réformes institutionnelles, article 28, § 4 (Doc. Ch. sess. 1977-1978, n° 461/1, page 56);
- le projet de loi spéciale des Régions et des Communautés du 1er octobre 1979, article 31 (Doc. Sénat, sess. extr. 1979, n° 261/1, pages 36-37 et 97).

L'exposé des motifs du projet de loi spéciale de réformes institutionnelles se borne à résumer lesdites dispositions (1). Plusieurs amendements sont proposés à la Commission du Sénat : ils tendent soit à préciser, soit à élargir la portée du texte, sans vraiment modifier la substance des dispositions. Ces amendements, qui présentent ici peu d'intérêt, ont été rejetés ou même retirés par leur auteur à la suite des explications fournies par le Gouvernement (2). A la Commission de la Chambre des Représentants, le Premier Ministre estime que l'article 8 doit recevoir une interprétation large; un amendement de M. OUTERS relatif au même article est retiré (3). Un amendement de M. MORDANT proposant une modification limitée pour l'article 9 est rejeté (4).

.../...

---

(1) Doc. Sénat, sess. 1979-1980, n° 434/1, page 37.

(2) Rapport fait par M. ANDRE et Mme PETRY au nom de la Commission de la révision de la Constitution et des réformes institutionnelles (Doc. Sénat, sess. 1979-1980, n° 434/2, pages 214-217).

(3) Rapport fait par MM. Le HARDY de BEAULIEU et DE GREVE au nom de la Commission de révision de la Constitution et des réformes institutionnelles (Doc. Ch. sess. 1979-1980, n° 627/10, page 119).

(4) Même document, pages 119-120.

De manière plus précise, à l'occasion de la disposition transitoire énoncée à l'article 65 du projet et devenue l'article 66 de la loi spéciale, le Gouvernement déclare dans l'exposé des motifs que la situation des organismes parastataux doit être adaptée au nouveau régime d'autonomie, créé pour les Communautés et les Régions. Il s'agit évidemment là d'une conséquence nécessaire de ce nouveau régime (1), désignée dans la loi par le terme "restructuration".

.../...

---

(1) Selon l'exposé des motifs, les organismes visés sont "le Fonds national des constructions hospitalières, la Société nationale du logement, l'Institut national du logement, la Société nationale terrienne, la Société nationale de distribution d'eau, l'Oeuvre nationale de l'enfance". (Doc. Sénat, sess. 1979-1980, n° 434/1, pp. 51-52).

Mais cette liste n'a un caractère complet que pour l'abrogation de la disposition transitoire énoncée à l'article 66, alinéa 1er, aux termes de laquelle le Roi désigne au sein du Gouvernement le président et les membres de chacun des Exécutifs des Régions et des Communautés. C'est ce que confirme le rapport de la Commission du Sénat (Doc. Sénat, sess. 1979-1980, n° 434/2, page 286).

Pour le surplus, la liste n'a que la valeur d'une énumération d'exemples. La Constitution et la loi spéciale obligent de transférer soit aux Communautés et aux Régions, soit à des établissements ou à des entreprises à créer par les Communautés et les Régions, tous les organismes - ou du moins les services des organismes - ayant des attributions dans les matières transférées aux Communautés ou aux Régions.

B. C'est au législateur national qu'il appartient de régler le transfert aux Communautés et aux Régions des organismes - et des services des organismes - ayant dans leurs attributions des matières dévolues par la Constitution ou par la loi spéciale aux collectivités nouvelles et jusque-là confiées à des organismes d'intérêt public à caractère national.

Le Conseil d'Etat s'est prononcé en ce sens dans un avis longuement motivé L. 14.270/VR du 9 juin 1982 sur un projet de loi relatif à certains organismes d'intérêt public (1).

Le Conseil d'Etat observe que la totalité des moyens en membres du personnel et en biens patrimoniaux étant affectés à l'ensemble des besoins de l'organisme ayant un caractère national, il est impossible de déceler un critère qui permettrait de reconnaître à une Communauté ou à une Région déterminée le pouvoir de se faire attribuer certains de ces moyens. Au surplus, même pour les membres du personnel des Exécutifs des Régions et des Communautés, membres du personnel dont le transfert était déjà prévu, le législateur a estimé utile d'insérer dans la loi spéciale un article 88bis portant que ces agents ne seront transférés aux Exécutifs que par un acte unilatéral émanant de l'Etat, à savoir un arrêté royal délibéré en conseil des ministres. Il y a lieu

.../...

---

(1) Doc. Ch. sess. 1982-1983, n° 623/1, pages 11-13.
Le projet est devenu la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public (M.B. 22 janvier 1985).

d'admettre a fortiori la compétence de l'autorité nationale pour le transfert des missions, du personnel et des moyens des organismes d'intérêt public, en vue duquel la loi spéciale n'énonce elle-même aucune solution de principe (1).

C. Comme les développements de la proposition de loi le font valoir, la Région a des compétences en matière de crédit et elle peut créer des organismes ayant des attributions en ce domaine. C'est ce que le Ministre des Finances a déclaré dans une réponse à une question de M. le Député KUYPERS (2), question et réponse citées dans les développements de la proposition.

Mais il faut tenir compte de ce que la Région n'a, en matière de crédit, qu'une compétence partielle.

L'article 6, § 1er, VI, 3° de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, est rédigé comme suit :

"Les matières visées à l'article 107quater de la Constitution sont :

...

VI. En ce qui concerne la politique économique:

...

3° Les aspects régionaux de la politique du crédit, sans préjudice des règles imposées dans le cadre des politiques nationales monétaires et du crédit".

.../...

---

(1) Voir l'avis cité.

(2) Bulletin des questions et réponses, Chambre, sess. 1980-1981 n° 43, p. 4377.

Il ressort du texte de la loi spéciale que la compétence de la Région en matière de crédit est doublement limitée :

a) en transférant à la Région les seuls "aspects régionaux" de la politique du crédit, la loi maintient dans la compétence de l'Etat, les aspects de la politique du crédit à considérer comme nationaux;

b) par ailleurs la loi oblige la Région, dans la mise en oeuvre des éléments régionaux de la politique de crédit, à respecter les règles nationales imposées dans ce domaine et dans le domaine monétaire.

Compte tenu du partage de compétence opéré dans la matière de la politique du crédit (1), le législateur ne peut scinder des organismes nationaux tels que la Caisse générale d'épargne et de retraite ou le Crédit communal en vue d'une reprise de certaines activités de ces organismes par des organismes dépendant de la Région, sans avoir au préalable fait le départ entre les aspects régionaux et les aspects nationaux des activités de ces organismes en matière de crédit. En effet, ce sont seulement les aspects régionaux de ces activités qui peuvent être soustraits aux attributions des organismes nationaux pour être transférés aux Régions ou à des organismes dépendant de celles-ci.

En conclusion, la présente proposition de loi doit être complétée ou précédée par des dispositions établissant un partage entre les aspects nationaux et les aspects régionaux des activités de la Caisse générale d'épargne et de retraite et du Crédit communal en matière de politique de crédit.

---

(1) J.M. VAN BOL, Politique économique et pouvoir régional, pp. 65-69. Ciaco éditeur, 1980.

DOEL VAN HET WETSVOORSTEL.

Volgens het opschrift van het stuk dat ze ter tafel van de Kamer van Volksvertegenwoordigers hebben neergelegd, hebben de heren DE BEUL, SCHILTZ en VANSTEENKISTE een voorstel van wet ingediend tot wijziging van de wet van 16 maart 1865 houdende oprichting van een Algemene Spaar- en Lijfrentekas, ten einde aan de Gewesten (1) eigen financiële instellingen te verschaffen (Gedr. St. Kamer, zitt. 1985-1986, nr. 422/1).

Het voorstel blijkt, als men de bepalingen ervan ontleedt, voornamelijk tot doel te hebben "het geheel der bankactiviteiten" van de Spaarkas af te schaffen. Afgezien van

.../...

---

(1) De precieze bewoordingen van het opschrift zijn : "de in het tweede lid van artikel 3 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen bedoelde deelgebieden". In de toelichting bij hun voorstel voeren de indieners ter verantwoording van de door hen gekozen formulering aan dat zij daarmee bedoelen "te voorkomen dat het artikel 3, tweede lid, bij uitvoering van artikel 6, § 1, VI, 3°, van dezelfde wet, zou worden veronachtzaamd" (blz. 2). Die vrees is ongegrond, aangezien naar luid van artikel 1, § 1, tweede lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, de Vlaamse Raad en de Vlaamse Executieve in het Vlaamse Gewest de bevoegdheden van de gewestorganen uitoefenen voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 107quater van de Grondwet, onder de voorwaarden en op de wijze bepaald door de bijzondere wet. Die vrees leidt bovendien tot het gebruik van een ingewikkelde terminologie, waardoor de tekst minder duidelijk wordt.

een onnauwkeurigheid in de formulering (1) strekt artikel 1, § 1, van het voorstel er immers toe artikel 2 van de wet van 16 maart 1865 houdende oprichting van een Algemene Spaar- en Lijfrentekas, dat thans is vastgesteld bij het koninklijk besluit nr. 1 van 24 december 1980, door de volgende tekst te vervangen :

> "De Algemene Kas bestaat uit het geheel gevormd door de Lijfrentekas, de Verzekeringskas en de Rentekas voor arbeidsongevallen, die activiteiten inzake voorzorg en verzekering uitoefenen, overeenkomstig de hoofdstukken III en IV evenals de bijzondere wetten die zulks tot voorwerp hebben".

Zoals in de toelichting duidelijk is uiteengezet, strekt het voorstel ertoe alle bankactiviteiten van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas af te schaffen opdat ze overgeheveld worden naar financiële instellingen die eigen zijn aan de Gewesten en die niet bovenop de nationale instellingen komen, maar in de plaats daarvan.

Hoewel het Gemeentekrediet in het opschrift van het voorstel niet is vermeld, wordt in verscheidene artikelen naar deze tweede instelling verwezen (artikelen 2 tot 4). Dit tweede onderwerp mag uiteraard niet uit het oog worden verloren.

.../...

---

(1) Artikel 1, § 1, tweede deel, strekt er gewoon toe, het cijfer "2°" te schrappen, en vanzelfsprekend niet de bepaling die ermee wordt ingeleid.

ALGEMENE BESCHOUWINGEN.

A. De diepgaande hervorming van de Belgische politieke instellingen, welke erin bestaat dat de Staat een deel van zijn bevoegdheden overdraagt aan de nieuwe, met een bijzonder ruime autonomie begiftigde collectiviteiten die de Gemeenschappen en de Gewesten zijn, beoogt niet alleen de bevoegdheden die berusten bij de Staat in de strikte zin des woords, dat wil zeggen bij de rechtspersoon "Staat". Immers, in een tijd dat heel wat taken van openbare aard niet door de Staat zelf worden vervuld, maar door openbare diensten met een eigen rechtspersoonlijkheid - men noemt ze thans doorgaans instellingen van openbaar nut -, zou de ondernomen hervorming logisch en praktisch gezien niet haar normale draagwijdte hebben, mocht zij er niet tevens toe strekken sommige taken van instellingen van openbaar nut over te dragen hetzij aan de Gemeenschappen en de Gewesten, hetzij aan "instellingen of ondernemingen" die door de Gemeenschappen of de Gewesten zijn opgericht.

Tijdens de hele voorbereiding en totstandbrenging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, is de wetgever zich duidelijk bewust geweest van

.../...

deze fundamentele gedachte, die hier al dadelijk is vooropgesteld (1).

Daarom heeft hij in de genoemde bijzondere wet de artikelen 8 en 9 ingevoegd, waarvan de draagwijdte duidelijk af te lezen is uit de tekst :

"Artikel 8. Tot de bevoegdheden van de Raden in de aangelegenheden opgesomd in de artikelen 4, 5, 6 en 7 behoort het aannemen van bepalingen en andere maatregelen betreffende de infrastructuur die noodzakelijk is voor de uitoefening van die bevoegdheden.

Artikel 9. Binnen de perken van de bevoegdheden toegekend aan de Gemeenschappen en de Gewesten regelt het decreet de oprichting en de organisatie van instellingen en ondernemingen.

Het decreet kan hun rechtspersoonlijkheid toekennen".

.../...

---

(1) Dat is al te zien :

- in artikel 22 van de wet van 3 juli 1971 tot indeling van de leden van de Wetgevende Kamers in taalgroepen en houdende diverse bepalingen betreffende de cultuurraden voor de Nederlandse cultuurgemeenschap en voor de Franse cultuurgemeenschap;
- in artikel 2, tweede lid, van de wet van 21 juli 1971 betreffende de bevoegdheid en de werking van de cultuurraden voor de Nederlandse cultuurgemeenschap en voor de Franse cultuurgemeenschap;
- in artikel 28, § 4, van het ontwerp van wet van 11 juli 1978 houdende diverse institutionele hervormingen (Gedr. St. Kamer, zitt. 1977-1978, nr. 461/1, blz. 56);
- in artikel 31 van het ontwerp van bijzondere Gewest- en Gemeenschapswet van 1 oktober 1979 (Gedr. St. Senaat, B.Z. 1979, nr. 261/1, blz. 36-37 en 97).

De memorie van toelichting bij het ontwerp van bijzondere wet tot hervorming der instellingen bepaalt er zich toe de genoemde bepalingen samen te vatten (1). Aan de Senaatscommissie werden verscheidene amendementen voorgesteld, die de draagwijdte van de tekst bedoelden te preciseren dan wel te verruimen, zonder aan de bepalingen echt iets wezenlijks te veranderen. Die amendementen, die hier weinig ter zake doen, werden verworpen, of door de indiener zelfs ingetrokken, nadat de Regering uitleg had verschaft (2). In de Commissie van de Kamer van Volksvertegenwoordigers verklaarde de Eerste Minister van mening te zijn dat aan artikel 8 een ruime interpretatie dient te worden gegeven; een amendement van de heer OUTERS betreffende hetzelfde artikel werd ingetrokken (3). Een amendement van de heer MORDANT, dat een beperkte wijziging van artikel 9 voorstelde, werd verworpen (4).

.../...

---

(1) Gedr. St. Senaat, zitt. 1979-1980, nr. 434/1, blz. 37.

(2) Verslag uitgebracht door de heer ANDRE en mevrouw PETRY namens de Commissie voor de herziening van de Grondwet en de hervorming der instellingen (Gedr. St. Senaat, zitt. 1979-1980, nr. 434/2, blz. 214-217).

(3) Verslag uitgebracht door de heren Le HARDY de BEAULIEU en DE GREVE namens de Commissie voor de herziening van de Grondwet en voor de institutionele hervormingen (Gedr. St. Kamer, zitt. 1979-1980, nr. 627/10, blz. 119).

(4) Zelfde stuk, blz. 119-120.

Meer bepaald verklaart de Regering in de memorie van toelichting, naar aanleiding van de in artikel 65 van het ontwerp geformuleerde overgangsbepaling, het latere artikel 66 van de bijzondere wet, dat de situatie van de parastatale instellingen moet worden aangepast aan het nieuwe stelsel van autonomie dat voor Gemeenschappen en Gewesten in het leven is geroepen. Het gaat hier duidelijk om een noodzakelijk uitvloeisel van dat stelsel (1), dat in de wet wordt aangeduid met de term "herstructurering".

.../...

---

(1) De bedoelde instellingen zijn, luidens de memorie van toelichting, "het Nationaal Fonds voor de bouw van Ziekenhuizen, de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting, het Nationaal Instituut voor de Huisvesting, de Nationale Landmaatschappij, de Nationale Maatschappij voor Waterverdeling, het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn" (Gedr. St. Senaat, zitt. 1979-1980, nr. 431/1, blz. 51-52).

Maar deze lijst is alleen volledig met betrekking tot de opheffing van de in artikel 66, eerste lid, geformuleerde overgangsbepaling, naar luid waarvan de Koning in de Regering de voorzitters en de leden van elke Gewest- of Gemeenschapsexecutieve aanwijst. Dit wordt bevestigd door het verslag van de Senaatscommissie (Gedr. St. Senaat, zitt. 1979-1980, nr. 434/2, blz. 286).

Voor het overige geldt deze lijst slechts als een opsomming van voorbeelden. De Grondwet en de bijzondere wet houden in dat, hetzij aan de Gemeenschappen en de Gewesten, hetzij aan de door deze op te richten instellingen of ondernemingen moeten worden overgedragen, alle instellingen - of althans de dienst daarvan - die bevoegdheden hebben in de aangelegenheden welke naar de Gemeenschappen of de Gewesten zijn overgegaan.

B. Het is zaak van de nationale wetgever de overdracht aan de Gemeenschappen en Gewesten te regelen van de instellingen - en de diensten daarvan - tot wier opdracht aangelegenheden behoren die door de Grondwet of door de bijzondere wet aan de nieuwe collectiviteiten zijn opgedragen en die tot dusver waren toevertrouwd aan instellingen van openbaar nut met een nationaal karakter.

De Raad van State heeft zich in die zin uitgesproken in een omstandig gemotiveerd advies L. 14.270/VR van 9 juni 1982 omtrent een ontwerp van wet betreffende sommige instellingen van openbaar nut (1).

De Raad van State merkt op dat, aangezien de middelen aan personeelsleden en vermogensgoederen totaliter bestemd zijn voor het geheel van behoeften van de instelling van nationale aard, onmogelijk een criterium kan worden onderkend op grond waarvan een bepaalde Gemeenschap of een bepaald Gewest geacht zou kunnen worden de bevoegdheid te bezitten om zich sommige van die middelen te doen toewijzen. Bovendien heeft de wetgever het nuttig geacht om zelfs voor de personeelsleden van de Gewest- en Gemeenschapsexecutieven in wier overgang reeds was voorzien, in de bijzondere wet een artikel 88bis op te nemen, luidens hetwelk die personeelsleden slechts door een eenzijdige handeling van de Staat, namelijk door een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, aan de Executieven zullen worden overgedragen. Met des te meer reden dient erkend te worden dat de nationale overheid bevoegd is voor de overdracht van taken, personeel en middelen van de

.../...

---

(1) Gedr. St. Kamer zitt. 1982-1983, nr. 623/1, blz. 11-13. Het ontwerp is de wet van 28 december 1984 tot afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut geworden (Belg. Stbl. 22 januari 1985).

instellingen van openbaar nut, waarvoor in de bijzondere wet zelf geen enkele principiële regeling is geformuleerd (1).

C. Zoals de toelichting bij het wetsvoorstel doet gelden, heeft het Gewest bevoegdheden inzake krediet en kan het instellingen oprichten die bevoegdheden hebben op dat gebied. De Minister van Financiën heeft dit verklaard als antwoord op een vraag van Volksvertegenwoordiger KUYPERS (2), naar welke vraag en antwoord in de toelichting bij het voorstel wordt verwezen.

Maar men moet er wel rekening mee houden dat het Gewest inzake krediet slechts over een gedeeltelijke bevoegdheid beschikt.

Artikel 6, § 1, VI, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen luidt als volgt :

"De aangelegenheden bedoeld in artikel 107quater van de Grondwet zijn :

...

VI. Wat het economisch beleid betreft :

...

3° De gewestelijke aspecten van de kredietpolitiek, onverminderd de regels voorgeschreven in het kader van de nationale munt- en kredietpolitiek".

.../...

---

(1) Zie het aangehaalde advies.

(2) Vragen en antwoorden van de Kamer, zitting 1980-1981, nr. 43, blz. 4377.

Uit de tekst van de bijzondere wet blijkt dat op de bevoegdheid van het Gewest inzake krediet een tweeledige beperking staat :

a) doordat de wet alleen de "gewestelijke aspecten" van de kredietpolitiek aan het Gewest overdraagt, blijven de als nationaal te beschouwen aspecten van de kredietpolitiek tot de bevoegdheid van de Staat behoren;

b) anderzijds verplicht de wet het Gewest ertoe, de nationale regels voorgeschreven in het kader van de krediet- en muntpolitiek na te leven bij het in praktijk brengen van de gewestelijke aspecten van de kredietpolitiek.

Gelet op de bevoegdheidsverdeling die ter zake van kredietpolitiek is doorgevoerd (1), kunnen nationale instellingen, zoals de Algemene Spaar- en Lijfrentekas of het Gemeentekrediet, met het oog op de overname van sommige van hun activiteiten door instellingen die onder het Gewest ressorteren, door de wetgever niet worden gesplitst zonder dat deze vooraf de gewestelijke en de nationale aspecten van de kredietactiviteiten van die instellingen duidelijk van elkaar heeft onderscheiden. Immers, alleen de gewestelijke aspecten van die activiteiten kunnen aan de opdracht van de nationale instellingen worden onttrokken om te worden overgedragen aan de Gewesten of aan instellingen die eronder ressorteren.

Het besluit is dan ook dat het onderhavige wetsvoorstel moet worden aangevuld met,of voorafgegaan door, bepalingen die een scheidingslijn trekken tussen de nationale en de gewestelijke aspecten van die activiteiten van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas en van het Gemeentekrediet welke op het gebied van de kredietpolitiek liggen.

---

(1) J.M. VAN BOL, "Politique économique et pouvoir régional", blz. 65-69. Uitgever : Ciaco, 1980.

La chambre était composée de

Messieurs : H. ROUSSEAU, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
J.-J. STRYCKMANS, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,
J. DE GAVRE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par Mme M.-L. THOMAS, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. M.-L. THOMAS, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. H. ROUSSEAU.